

La santé communautaire, pour et avec les personnes prostituées

Sans avoir la réinsertion comme visée et en s'alliant avec les personnes prostituées, les associations de santé communautaire tentent d'améliorer leurs conditions de vie. Au cœur de cette démarche pragmatique : le non-jugement, le respect du choix de vie des personnes, le souci de leur redonner une parole.

« **T**ravailleuse du sexe, j'ai connu Grisélidis lors de ses tournées de prévention. J'étais très méfiante vis-à-vis des associations et de leurs représentations. Un jour, j'ai fini par monter dans leur bus. L'approche y était différente : l'accueil était réalisé par un travailleur social et une prostituée », raconte Camille (1). Fréquentant la structure toulousaine pour des problèmes de violences, celle-ci s'y est ensuite engagée, puis a intégré le conseil d'administration avant d'être recrutée comme animatrice de prévention. « C'était le seul lieu où je pouvais être moi-même, où je n'avais pas à cacher ma profession et où ma voix était entendue », poursuit-elle. Grisélidis fait partie de la poignée d'associations dites « de santé communautaire », dont la spécificité est d'impliquer des personnes prostituées à tous les échelons afin de travailler en alliance avec elles, à partir de leurs demandes. C'est également celle qui va le plus loin en veillant à maintenir un principe de parité. « Depuis le début, l'équipe salariée comme le

conseil d'administration sont constitués pour moitié de personnes ayant une expérience du travail du sexe et pour moitié de professionnels des secteurs social, sanitaire, juridique ou issus de la recherche », précise Julie Sarrazin, directrice et sociologue.

ÉTABLIR LA CONFIANCE

Les projets communautaires sont nés dans le sillage de la lutte contre le VIH. A la fin des années 1980, les associations de travail social refusent d'investir la problématique du sida par crainte d'un retour au système réglemmentariste en vigueur jusqu'en 1946. De nouveaux acteurs se disent prêts à se lancer mais l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) ne s'engagera qu'après la réalisation de recherches-actions. A travers celles-ci se construit une approche en rupture radicale avec les conceptions « traditionnelles du travail social, plutôt psychologiques et individualisantes, qui postulent que la prostitution ne pouvait être une activité librement choisie, mais plutôt le reflet d'une inadaptation sociale », expliquait en 2004 Lilian Mathieu, sociologue (2).

« Le non-jugement, la non-discrimination, c'est respecter les choix de vie d'une personne, quels qu'ils soient. Ce n'est pas non plus lui dire qu'elle est victime quand [...] son activité lui convient »

Ces recherches assimilent la prostitution à un groupe social « disposant de sa propre sous-culture, légitimant ainsi une démarche de santé communautaire ». Emergent alors des associations telles que le Bus des femmes à Paris, Cabiria à Lyon, Autres Regards à Marseille ou Arap-Rubis à Nîmes, avec l'appui de l'AFLS. Peu à peu, la démarche, sanitaire, évolue vers un accompagnement global, visant à améliorer les conditions de vie et d'exercice des personnes prostituées ainsi qu'à favoriser leur autonomie et leur accès à la citoyenneté. En filigrane, l'idée que plus les personnes sont touchées par la précarité économique, la désaffiliation sociale, la clandestinité ou la dépendance, moins elles peuvent protéger leur santé.

La proximité est au cœur de l'action communautaire. Nul besoin d'affirmer une volonté d'arrêter la prostitution pour être aidé. Hors de tout prosélytisme, celle-ci est acceptée comme un fait et la visée n'est pas la réinsertion. « Notre spécificité est de travailler dans le non-jugement », affirme France Arnould, directrice du Bus des Femmes. « Le non-jugement, la non-discrimination, c'est respecter les choix de vie d'une personne, quels qu'ils soient. Ce n'est pas non plus lui dire qu'elle est victime quand elle estime que son activité lui convient », développe Camille. La présence de travailleurs du sexe, que ce soit dans les bus de prévention ou les accueils fixes, contribue à établir le lien de confiance. « Quand on est dans la communauté, ou qu'on l'a connue, on sait ce qu'on peut dire ou pas, on a les codes, le vécu. Cela rassure », analyse France Arnould. Se présenter comme travailleuse du sexe auprès des personnes fait tomber les résistances et les discours formatés. « Ici, elles sont plus elles-mêmes et nous livrent tout cash », remarque Camille. De même, des médiatrices culturelles, originaires notamment d'Europe de l'Est ou d'Afrique,

permettent-elles d'entrer en contact avec les prostituées étrangères. « Moi, je connais le parcours des filles, je sais ce qu'elles vivent, pourquoi elles travaillent, si elles sont venues dans des réseaux ou pas. Au-delà de la langue, c'est une question de confiance », témoigne Jennifer, médiatrice culturelle à Grisélidis. Le recrutement de travailleurs du sexe en activité permet de caler l'intervention sur les réalités du terrain. « On nous ramène des ambiances, du ressenti, du subtil. Il nous faudrait des semaines de tournées de nuit pour capter les mêmes choses », observe Sonia Gonzales, infirmière à Grisélidis.

Cependant, alors que la parité était au départ défendue, dans certaines associations, l'équilibre a été rompu. A Cabiria, les travailleurs pairs ne représentent plus qu'un tiers de l'équipe. La baisse des budgets rend impossibles des embauches à temps plein et à un salaire décent. « Les Bulgares ou les Africaines, par exemple, doivent envoyer de l'argent au pays. Quand elles voient les conditions salariales, elles refusent », regrette Jérôme Expuesto, éducateur spécialisé. « Les personnes à qui on propose un contrat à mi-temps disent qu'avec leur autre mi-temps sur le trottoir, elles ne peuvent pas vivre », confirme Jean-Régis Ploton, directeur d'Autres Regards, où environ un quart de l'équipe se compose de travailleurs pairs. Mais, insiste-t-il, « il n'y a pas, pour moi, de pourcentage à respecter. On peut avoir plein de personnes prostituées et ne pas les écouter. Ce qui compte, c'est savoir comment les faire participer à tous les niveaux de l'association, comment prendre ensemble des décisions et rester dans le réel. Pour cela, on peut impliquer les usagers. »

A Grisélidis, le fonctionnement se veut horizontal. « Toutes les décisions ou presque sont prises collégialement. C'est un choix qui demande du temps et suppose d'organiser de nombreux moments collectifs », insiste Julie Sarrazin. Trois demi-journées de réunion sont prévues par semaine, dont l'une est consacrée aux suivis. « La santé communautaire induit une autre façon de penser. En réunion, chacun peut émettre son avis et on est dans un rapport d'égalité », confirme, à Lyon, Jérôme Expuesto. Si la démarche a du sens, elle nécessite cependant d'intenses efforts. « Il faut faire coexister des personnes de formations et de pratiques très diverses. C'est un vrai combat que de

maintenir une telle méthodologie mais aussi une réelle richesse », affirme la directrice de Grisélidis. Il faut en effet jongler avec la pluridisciplinarité, le communautaire et l'interculturel, ce qui impose de tout repreciser en permanence.

ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES

A Toulouse, le travail est très décloisonné. Les médiatrices culturelles sont formées pour pouvoir s'impliquer dans le suivi social ou en matière de santé et interviennent aussi auprès des prostituées françaises. De même, l'infirmière effectue des démarches juridiques ou les travailleurs sociaux réalisent des accompagnements en santé. « Nous avons des compétences différentes mais faisons tout pour les partager », assure Sonia Gonzales. A cette fin, des formations internes sont organisées. L'infirmière fera ainsi un point sur l'hépatite B, dans une logique de prévention et de réduction des risques, quand des acteurs communautaires décoderont, eux, des enjeux culturels, aborderont la transsexualité ou décrypteront le quotidien prostitutionnel : contacts avec la police, relations avec les clients, entre prostituées, violences, vécu du stigmatisé... L'organisation implique toutefois de soutenir les travailleurs pairs. « En tant que Françaises et non prostituées, on nous considère souvent comme plus compétentes que nos collègues. Il faut donc veiller à ne pas renforcer cela, pour que le communautaire fonctionne », analyse l'infirmière.

« Cela suppose une remise en question permanente, c'est stimulant », complète Corinne Monnet, animatrice sociale. Et cela va jusqu'à accepter que la grille de salaires efface les différences entre un professionnel diplômé et un travailleur sexuel. « Les deux ont des expertises primordiales pour notre action », justifie Julie Sarrazin. A Marseille, le directeur d'Autres Regards, où « chacun participe à tout : tournées, accueil... dans la limite de ses connaissances techniques », souligne que « la place des uns et des autres est régulièrement travaillée en réunion d'équipe et en supervision ». Notamment, il n'est pas toujours évident « pour un travailleur pair en activité de se retrouver sur un lieu de travail où nous intervenons », poursuit-il.

L'approche communautaire pousse à innover sans cesse. A Toulouse, un accueil individuel décloisonné est ainsi expérimenté. Une fois par semaine, les personnes peuvent venir sans rendez-vous évoquer leurs soucis dans l'espace collectif, les entretiens étant privés le reste du temps. « Lorsqu'on fait un accès à l'AME [aide médicale de l'Etat] avec une personne, par exemple, trois autres peuvent écouter et en tirer profit. Cela donne lieu à des échanges d'expériences, de savoirs et savoir-faire bénéfiques », explique la directrice. La formule, conviviale et informelle, constitue souvent un pas vers des suivis au plus long cours.

Au Bus des femmes, à l'inverse, le travail ne s'effectue que sur rendez-vous et est

Réduire les risques de violences

« Dans la rue, les personnes prostituées sont exposées à des violences. On peut les aider à porter plainte mais on ne peut pas les protéger », remarque Jean-Régis Ploton, directeur d'Autres Regards. Dans une approche de réduction des risques et d'empowerment, Autres Regards, comme d'autres associations de santé communautaire, ont monté des actions pour aider les travailleurs du sexe à limiter les agressions et à se défendre. Des brochures fourmillant de conseils pratiques

ont été élaborées avec les personnes dans le cadre du programme européen Daphné. Autres Regards a ainsi participé, avec son projet « Indoors », à la publication d'un livret *Travailler à moindre risque* (1) en direction des personnes exerçant dans des lieux privés ; Grisélidis, Cabiria et le Bus des femmes ont contribué à la rédaction d'un guide intitulé *Mon corps, ma fierté, ma force* (2). Des formations et ateliers permettant aux personnes d'acquérir des techniques d'autodéfense (rester

calme, stopper l'agression, esquiver un coup...) adaptées aux situations qu'elles rencontrent, voire de devenir formatrices d'autodéfense, ont par ailleurs été plusieurs fois organisées avec l'intervention d'acteurs spécialisés dans les locaux des associations ou sur les lieux de tournée. « Ces techniques très simples permettent de les rassurer », conclut Jean-Régis Ploton. C'est déjà un premier pas. »

(1) Disponible sur www.autresregards.org.
(2) Téléchargeable sur www.lesamisdubusdesfemmes.org ou <http://cabiria.asso.fr>.

plus cloisonné. La dimension communautaire est assurée par la directrice et les animatrices de prévention. « Je reçois toutes les personnes en entretien, j'évalue les besoins, le type de prostitution, puis je les oriente sur un des pôles : social, traite des êtres humains, santé, emploi-formation... », explique France Arnould. Le pôle social, créé à la demande de la communauté, n'existe que depuis environ dix ans. « Les prostituées traditionnelles disaient avoir des difficultés à aller vers les travailleurs sociaux car elles devaient cacher leur activité. Notamment, elles craignaient qu'on leur retire leurs enfants. Le poste a donc été conçu pour favoriser l'accès aux droits mais aussi comme passerelle vers le droit commun, rappelle Claire Guignet, assistante sociale. Ici, le travail se révèle un peu plus informel qu'ailleurs et il faut s'adapter à la dimension plus collective. » Une extrême attention est en outre portée aux principes du « faire avec » et du « à la demande de ». Dans les entretiens, la question de la prostitution n'est abordée que si les personnes le souhaitent. « Les gens viennent d'abord parce qu'ils n'ont pas à manger, pas de logement... », précise-

« Ici, le travail se révèle un peu plus informel qu'ailleurs et il faut s'adapter à la dimension plus collective »

t-elle. Le pôle social a aussi vocation à faire remonter les besoins et les difficultés de la communauté. « On avait noté que les prostituées vieillissantes souffraient d'isolement. Du coup, un "club de loisirs" a été monté pour qu'elles se retrouvent deux fois par mois. On essaie de créer du lien et de travailler sur les relais communautaires », précise Claire Guignet.

VALORISER LES APTITUDES

Les notions « d'empowerment » et « d'autonomisation » sont au cœur des projets. Tout d'abord, il s'agit de susciter une dynamique collective. « La santé communautaire est faite pour rassembler », estime France Arnould. Maintes activités de groupe sont ainsi organisées. Il peut s'agir de repas conviviaux ou de temps d'accueil collectifs, afin de faciliter les rencontres, de faire tomber les préjugés (racisme, transphobie...) existant au sein de la communauté, voire de susciter des réflexes d'entraide. Ou d'ateliers destinés

à valoriser les personnes et à renforcer leur estime d'elles-mêmes, de groupes de parole ou d'échanges d'expériences pour accroître leurs savoirs et savoir-faire (prévention des IST, grossesses, violences, droit des étrangers...), ou encore d'actions en direction du grand public (stands de prévention). Les associations organisent également des cours de français langue étrangère (FLE), allant parfois jusqu'à la préparation d'examens comme au Bus des femmes. A Autres Regards, les cours visent d'abord à aider les personnes à décrypter leur environnement, à gagner en autonomie. « Quand on est incapable de déposer plainte car on parle mal le français, on n'accède pas aux droits. De même, l'accès à la santé est entravé si on ne comprend pas ce que dit le médecin », observe Jean-Régis Ploton. Cabiria, de son côté, a dû renoncer à dispenser des cours de FLE quand elle a dû fermer, faute de subventions, son Université solidaire, citoyenne et multiculturelle.

L'approche communautaire permet de surcroît un travail original d'identification des compétences acquises en tant que travailleur du sexe avec les personnes

souhaitant une réorientation professionnelle ou un emploi complémentaire. Dans la prostitution, ces dernières acquièrent des aptitudes : intuition, négociation, gestion du stress, du conflit, rapport au corps, prévention... qui peuvent être mises à profit dans le commerce, la santé, etc. « Commencer à élaborer un CV est une première étape pour dire à une personne prostituée qu'elle ne vaut pas rien. Ces qualités peuvent ensuite être valorisées professionnellement. Des femmes se sont ainsi tournées vers l'aide et le soin à domicile des personnes âgées ou handicapées ; d'autres ont été embauchées comme physionomistes en boîte de nuit », assure Camille.

La démarche entend aussi partir du désir des personnes sans a priori. « Nous avons suivi une femme qui avait entamé des études de psychologie avant de se prostituer. Quand elle a expliqué à un service d'insertion vouloir devenir éducatrice spécialisée, on a de suite rabaissé ses ambitions. Ici, nous avons fait avec elle

un gros travail d'« empowerment » et valorisé la relation d'aide. Elle a obtenu son diplôme et trouvé un emploi », se réjouit Julie Sarrazin. A Cabiria, l'équipe tente d'orienter les personnes qui le souhaitent vers des formations qualifiantes. Mais les débouchés sont rares. « On n'arrête pas d'entendre qu'on va « réinsérer » les prostituées, mais on oublie que beaucoup connaissent déjà le monde du travail. Elles ont des boulots précaires, mal rémunérés, notamment d'auxiliaires de vie, mais comme elles ne s'en sortent pas, elles retournent sur le tapis ! », s'insurge Jérôme Expuesto.

ACTIONS COLLECTIVES

Redonner du pouvoir d'agir passe également par l'incitation des personnes à s'impliquer dans des actions collectives. Cela peut prendre la forme du bénévolat dans l'association, voire d'une intégration au conseil d'administration. Cependant, dans la survie au quotidien, toutes ne sont pas promptes à s'impliquer. A Grisélidis ou au Bus des Femmes, la parité est respectée au conseil d'administration mais cela requiert du volontarisme. « Nous expliquons aux filles qu'elles peuvent avoir du pouvoir dans l'association, devenir actrices et pas qu'usagères. Il est plus facile de mobiliser celles qui maîtrisent le système français, qui ont fait des études, mais nous faisons tout pour que toutes celles qui sont motivées puissent s'impliquer », insiste Camille. Autre forme d'action : le militantisme. « C'est tout un cheminement individuel et collectif pour que les travailleurs du sexe comprennent l'intérêt d'être solidaires et de se battre politiquement, publiquement, contre les lois de répression les concernant », pointe Julie Sarrazin. A Grisélidis, où la réflexion est nourrie par les recherches de spécialistes des questions de genre, un travail de sensibilisation est mené. « On est toutes victimes du même stigmatisation, d'une infériorisation en tant que femme de mauvais genre, des mêmes inégalités, des mêmes violences, des mêmes tentatives de division de la communauté (entre les migrantes et les autres, notamment) par la police ou le politique. Tout cela découle de la manière d'aborder la prostitution en France », défend Camille, pour qui faire entendre la parole des personnes est essentiel. C'est ainsi que, lors des débats sur la pénalisation des clients (3), les associations ont soutenu des actions – manifestations,

envoi de cartes aux parlementaires... –, pour que les prostituées accèdent au droit commun et obtiennent un statut les autorisant à exercer librement. Il s'agit aussi de faire sortir les personnes du statut de victime dans lequel les enferme les lois, car « cela est faux et contre-productif », observe Julie Sarrazin. Y compris pour les migrantes. « Elles ne sont pas toutes dans des réseaux et des situations extrêmes. Il y a plusieurs niveaux de contrainte. Souvent elles sont venues en connaissance de cause mais avec l'obligation de payer un passeur. En réalité, beaucoup mettent peu à peu en place des stratégies d'émancipation et nous les accompagnons dans ce sens », explique Camille. Les associations tentent enfin de faire évoluer les représentations. Cela passe par la formation des futurs professionnels du social ou de la santé ou la sensibilisation des partenaires. « Notre public fait un peu peur. On essaie donc d'informer pour éviter des rejets. Des centres d'hébergement notamment demandent que les personnes arrêtent leur activité pour les accepter... », remarque Claire Guignet.

Malgré son intérêt, l'approche communautaire en matière de prostitution reste peu reconnue. Si, localement, la qualité de travail des associations semble admise et si de nouveaux projets reçoivent des soutiens publics (voir ci-contre), l'assise de ces organisations est mal assurée. Grisélidis connaît, depuis trois ans, une forte baisse de ses moyens et des postes n'ont pu être remplacés. Idem à Cabiria où, regrette Jérôme Expuesto, « on n'est jamais sûr d'exister l'année suivante malgré vingt ans d'expérience ». En particulier, le retrait de Sidaction de certains projets – la prostitution n'étant plus jugée prioritaire en matière de lutte contre le VIH – a fragilisé les associations. Enfin, déplore la sociologue Françoise Guillemaut, cofondatrice de Cabiria, « la direction générale de la santé a préféré soutenir le développement d'une approche sanitaire dans des associations de travail social plus traditionnelles pour assurer un maillage territorial au lieu de développer le communautaire. Pourtant, en parallèle, elle encense ces projets ». ■ Florence Raynal

(1) Le nom a été changé.
(2) Lors du séminaire « Prostitution et Santé », à Paris le 27 mai 2004, organisé par le SIRS (Santé, inégalités et ruptures sociales).
(3) Suscités par la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel adoptée en première lecture en décembre dernier par les députés - Voir ASH n° 2837 du 13-12-13, p. 5.

Une approche transposée sur le Net

Face à l'essor de la prostitution en ligne, les associations de santé communautaire se mobilisent.

Util « de plus pour effectuer des échanges économico-sexuels, notamment pour les femmes ayant une expérience préalable dans le travail du sexe » et « moyen permettant la prostitution pour des femmes qui ne se seraient vraisemblablement jamais prostituées sans », Internet se révèle un médium apprécié tant des ex-prostituées de rue que des novices pour sa discrétion et sa souplesse. Un constat que révèle une recherche-action menée, avec le soutien de la direction générale de la santé, par Eva Clouet (1). C'est d'ailleurs de la rencontre entre la sociologue et une « escort girl » qu'est née, en 2010, l'action de Grisélidis sur le Net. « Nous y avons transposé la méthodologie employée dans la rue. Nous intervenons en binôme : un travailleur du sexe du Net et un professionnel non communautaire, dans une logique d'« aller vers » », résume Flo Gil de Muro, coordinatrice et sociologue.

Sur des sites de petites annonces ou d'escorts, le duo effectue des « tournées » en envoyant des mails aux internautes qui s'y prostituent et leur propose ses services (information, orientation, matériel de prévention, suivis...). Des tournées par téléphone sont aussi organisées, permettant de toucher des personnes maîtrisant mal l'écrit, ainsi que des interventions sur des forums que fréquentent notamment des jeunes en passe de se lancer. « Nous voulons être présents le plus tôt possible dans une optique de prévention en matière de santé comme de violences », précise Flo Gil de Muro.

Les usagers, soucieux de préserver leur anonymat et plus isolés que dans la rue, évoquent souvent des problèmes de harcèlement. « Dans ce cas, il est difficile de porter plainte, mais on peut donner des trucs informatiques pour se protéger en amont », pointe-t-elle. Le projet, financé par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES), repose aussi sur un site-ressources conçu dans une logique communautaire (2) et, pour favoriser une mise en réseau nationale, sur un site fermé de mutualisation

de savoirs, dont Grisélidis assure la modération. S'y réunissent des associations, des professionnels s'intéressant à la santé dans des associations communautaires ou non et des travailleurs du sexe.

SOUTENIR AUSSI LES HOMMES

A Lyon, Cabiria mène également, depuis 2011, une action sur le Net soutenue par l'INPES et Sidaction mais ne ciblant que les hommes (3). Deux fois par semaine, des tournées sont réalisées sur des sites de rencontres proposant un onglet « Escort ». « Quand je repère de nouveaux inscrits, je les contacte pour expliquer la démarche de santé communautaire », résume Aurélien, animateur de prévention. Diversifié mais plutôt jeune, le public est formé surtout d'hommes menant en parallèle une activité professionnelle ou étudiante. Environ 40 % ne se déclarent pas gays. « Beaucoup sont dans le déni. De fait, il est important d'aborder avec eux les aspects de prévention liés à leurs pratiques », remarque Aurélien. Les réactions sont positives. « Au début, il y a parfois de la méfiance. Les gens demandent si on est une association contre la prostitution car ils redoutent les remarques moralisantes. Quand je dis que je suis aussi escort, les langues se délient », souligne-t-il. Les questions tournent autour de la santé globale, de la loi et du droit, des violences. Pour donner des conseils adaptés sur ce dernier point, l'animateur de prévention se sert de son expérience et des échos recueillis auprès de milliers d'usagers. « Je sers d'interface et je redistribue ces connaissances, j'indique ce qui marche ou pas. L'idéal serait que les personnes partagent entre elles ce savoir mais il y a des freins : le souci de l'anonymat, la concurrence », poursuit-il. Pour favoriser les échanges directs, l'expérimentation d'un tchat avec accès privé a été lancée. ■ F. R.

(1) Réalités et besoins des femmes prestataires de services sexuels via Internet en France métropolitaine - Synthèse disponible sur <http://respadd.org>.
(2) www.griselidis.com.
(3) www.prostboyz.org.